

10.098

**Schweizer Beteiligung
an der KFOR. Verlängerung
des Swisscoy-Einsatzes**
**Participation de la Suisse
à la KFOR. Prolongation
de l'engagement de la Swisscoy**

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 17.11.10 (BBl 2010 8425)

Message du Conseil fédéral 17.11.10 (FF 2010 7681)

Ständerat/Conseil des Etats 15.03.11 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 06.06.11 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 08.06.11 (Differenzen – Divergences)

Text des Erlasses (BBl 2011 5511)

Texte de l'acte législatif (FF 2011 5143)

Antrag der Mehrheit
Eintreten*Antrag der Minderheit*(Lachenmeier, Borer, Bortoluzzi, Frehner, Hurter Thomas, Lang, Perrin, Schluer, Zuppiger)
Nichteintreten*Proposition de la majorité*
Entrer en matière*Proposition de la minorité*(Lachenmeier, Borer, Bortoluzzi, Frehner, Hurter Thomas, Lang, Perrin, Schluer, Zuppiger)
Ne pas entrer en matière

Segmüller Pius (CEg, LU), für die Kommission: Der Bundesrat hat Mitte November 2010 die Fortführung des Einsatzes der Swisscoy in der multinationalen KFOR bis Dezember 2014 beschlossen. Da der Einsatz bewaffnet erfolgt und länger als drei Wochen dauert, bedarf er der Genehmigung durch die Bundesversammlung. Die Schweiz hat jederzeit die Möglichkeit, den Einsatz zu beenden. Der Bundesrat hat ferner beschlossen, dass er den bewilligten Maximalbestand von 220 Personen kurzfristig um eine Einsatzreserve von 80 Personen für eine maximale Einsatzdauer von zwölf Monaten aufstocken kann. Die SiK-SR hat der Verlängerung mit 12 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt, die SiK-NR hat der Verlängerung mit 17 zu 9 Stimmen ebenfalls zugestimmt.

Die Gründe für eine Verlängerung sind folgende: Die militärische Präsenz der KFOR und somit der Swisscoy in Kosovo ist weiterhin unerlässlich. Der Auftrag der Swisscoy ist noch nicht erfüllt. Eine Destabilisierung von Kosovo würde die innere Sicherheit durch Flüchtlingsströme und erstarkende organisierte Kriminalität gefährden. Der Rückfluss von Erfahrungen aus dem Einsatz stärkt unsere Armee. Durch die Übernahme von Kommandofunktionen innerhalb der KFOR können ausserdem höhere Kader von den Erfahrungen eines Ernstfalleinsatzes profitieren. Durch die tägliche Zusammenarbeit mit ausländischen Partnern kann die Armee ihre Fähigkeiten zur Kooperation in internationalen Strukturen verbessern.

Die Spannungen und Grenzstreitigkeiten im Norden von Kosovo können das Land und die gesamte Region bei einem Gewaltausbruch schnell destabilisieren. Als Land mit der zweitgrössten kosovarischen Diaspora wäre die Schweiz von einem erneuten Gewaltausbruch in Kosovo stark betroffen – ein solcher könnte sehr wohl direkte Auswirkungen auf die rund 150 000 bis 170 000 Personen aus Kosovo haben, die in der Schweiz leben.

Der internationale Flurschaden wäre bei einer Nichtverlängerung beträchtlich. Die KFOR hat der Schweiz angeboten,

im Norden von Kosovo ein Joint Regional Detachment zu übernehmen; damit würde die Schweiz zum ersten Mal eine internationale Kommandofunktion übernehmen. Die Fortsetzung des militärischen Engagements in Kosovo entspricht zudem zentralen Aussagen im Sicherheitspolitischen Bericht 2010 zur militärischen Friedensförderung. Ausserdem kann eine Delegation der SiK-NR und der SiK-SR die gute und notwendige Arbeit der Schweizer in Kosovo bestätigen. Die SiK-NR beantragt Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Voruz Eric (S, VD), pour la commission: Le 23 juin 1999, le Conseil fédéral a décidé de jeter les bases d'une participation militaire à la Kosovo Force multinationale (KFOR). La Swisscoy est engagée depuis octobre 1999 dans la circonscription de la Brigade multinationale Sud-Ouest, dans la région de Pristina. L'engagement de la Swisscoy était initialement prévu jusqu'à fin 2000. Le 25 octobre 2000, le Conseil fédéral décida de prolonger cet engagement jusqu'à fin 2001. En 2003, le Parlement a donc décidé, sur proposition du Conseil fédéral, de prolonger l'engagement de la Swisscoy jusqu'à fin 2005. Ensuite, le Parlement a décidé en 2005 un nouveau prolongement jusqu'à fin 2008.

Suite à la votation populaire du 10 juin 2001 modifiant l'article 66 de la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire, l'Assemblée fédérale décida, en décembre 2001, de munir les membres de la Swisscoy d'une arme personnelle afin d'assurer leur défense personnelle.

Sur la base du présent arrêté simple du Conseil fédéral, la poursuite de l'engagement de la Swisscoy devrait se poursuivre jusqu'au 31 décembre 2014. Compte tenu de la durée de cette prolongation et de l'armement des troupes, il revient à l'Assemblée fédérale de se prononcer sur cet objet. Le message prévoit qu'à tout moment le Conseil fédéral a la possibilité d'interrompre cet engagement. Le Conseil fédéral peut aussi renforcer le contingent, qui est de 220 personnes, par 80 personnes, pour une durée d'au maximum un an. Il faut, en ce cas, envisager la création de postes de cadres de fonction.

Le niveau de sécurité s'est élevé au Kosovo depuis la promulgation de son indépendance en février 2008 – même si ce n'est pas le cas dans le nord du Kosovo à majorité serbe. Toujours est-il que le maintien de la KFOR apparaît comme indispensable. L'intérêt de la Suisse pour un Kosovo pacifié est particulièrement élevé autant sur le plan de la sécurité que sur celui de la politique migratoire.

Chaque fin d'année, le DDPS est tenu de présenter à la Commission de la politique de sécurité et à la Commission de politique extérieure un rapport intermédiaire sur la Swisscoy. Cela explique que les éléments de ce rapport intermédiaire soient également joints au message. A partir de là, le Conseil fédéral peut renoncer à produire son propre rapport intermédiaire pour 2010. La commission a d'ores et déjà adopté cette procédure lors d'une précédente séance.

Une délégation de la Commission de la politique de sécurité de notre conseil renforcée par des membres de son homologue du Conseil des Etats a passé à la loupe le travail de la Swisscoy à l'occasion d'un voyage au Kosovo.

La Commission de politique extérieure de notre conseil a discuté de cette affaire lors de sa séance des 28 et 29 mars 2011. Monsieur Lang a demandé à la mi-décembre que le rapport Marty soit introduit dans la discussion sur le Kosovo dans une prochaine session de la Commission de politique extérieure. Le rapport du 12 décembre 2010 présenté par le conseiller aux Etats Dick Marty a été discuté et entériné le 25 janvier 2011 lors de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Cela a conduit à un vote de 169 voix contre 8 et 14 abstentions en faveur d'une résolution réclamant un examen plus approfondi des faits incriminés.

A ce jour, l'indépendance du Kosovo a été reconnue par 70 Etats, dont la Suisse et la majorité des Etats membres de l'Union européenne, de l'OSCE, de l'OTAN et du Conseil de l'Europe.

Le Conseil fédéral vous propose d'allonger la durée de l'engagement de la Swisscoy au Kosovo de trois ans, soit

jusqu'au 31 décembre 2014, et de maintenir un contingent de 220 militaires, avec possibilité d'augmenter de 80 militaires pendant au maximum un an. Jusqu'alors, le Conseil fédéral ne pouvait augmenter l'effectif que de 60 militaires. Pour mettre en oeuvre les modifications déjà apportées à la structure de la KFOR et celles qui doivent l'être encore, il faut pouvoir disposer d'une plus grande flexibilité et augmenter si nécessaire l'effectif du contingent. Au total, la KFOR a mobilisé environ 14 000 personnes qui se réduisent actuellement de fait à 10 000 personnes. A plus long terme, une diminution supplémentaire d'environ 5700 militaires de la KFOR est prévue. Malgré ce redimensionnement, la Suisse veut conserver ses 220 soldats.

Le coût de l'opération augmente de 2,4 millions de francs par rapport à ce qui avait été initialement prévu: il passe de 37,5 millions à 39,9 millions par année. Ce coût sera encore augmenté si le camp Casablanca, que nous partageons avec les Autrichiens, devait être fermé et que nous devions, dans le cadre de la réorganisation des infrastructures, nous déplacer dans un autre camp. Cette éventualité est mentionnée dans le message: elle se chiffrerait à 42 millions de francs.

L'ouest des Balkans représente un intérêt pour la politique sécuritaire de la Suisse puisque 200 000 personnes de Serbie et du Kosovo vivent actuellement en Suisse. Le Kosovo est certes devenu indépendant; toujours est-il que les résolutions de l'ONU sont régulièrement reconduites. Avec une diminution du personnel, on ne peut pas toujours être partout à la fois. Les teams de surveillance parlent avec les gens dans les villages et c'est là qu'ils sont indispensables. Les moyens d'intervention demeurent déterminants et les troupes pourraient à nouveau avoir besoin du matériel mis à disposition.

Malgré l'indépendance, la situation au Kosovo ne s'est pas encore stabilisée. Le résultat des élections est contesté. Au nord les tensions demeurent. Il n'est pas exclu que de nouvelles élections soient réclamées.

Suite à la visite effectuée l'an dernier par la délégation des CPS des deux conseils, à laquelle j'ai fait allusion au début de mon rapport, la présence suisse au Kosovo est très appréciée, non seulement par les contingents étrangers qui se trouvent sur place, mais également par le personnel civil de l'Union européenne et la population kosovare à laquelle la délégation a également rendu visite.

Bien entendu, des avis très divergents se sont exprimés en commission. Si je fais une synthèse des arguments, je peux relever que le Kosovo n'arrivera jamais à s'en sortir; que, selon le groupe UDC, les Kosovars de Suisse ne sont pas prêts à retourner dans leur pays; qu'il y a instabilité et corruption. Les Verts sont d'avis que l'armée suisse n'a rien à faire à l'étranger, que la sécurité au Kosovo est menacée par le trafic de drogue, la prostitution, les constructions illégales, le chantage et le trafic d'armes. Nos amis du groupe des Verts avancent également qu'il n'y a pas de corps de police et que la Suisse peut être plus utile en démontrant ses compétences en la matière.

Je pense que de telles déclarations ne sont pas justes. S'il y a de la corruption, ce n'est hélas pas uniquement spécifique au Kosovo, mais cela concerne une majorité de pays de l'Est européen. La région n'étant plus en guerre, heureusement, cela a eu pour conséquence une forte diminution des trafics de toutes sortes.

Je vous demande de soutenir la motion, qui est une réponse à la minorité.

Lachenmeier-Thüring Anita (G, BS): Ich beantrage Ihnen im Namen der Minderheit, nicht auf dieses Geschäft einzutreten, das heisst, den Swisscoy-Einsatz nicht zu verlängern.

Seit zehn Jahren ist die Schweizer Armee in Kosovo im Einsatz. Sie versuchte, einen Beitrag zur Stabilität Kosovos zu leisten. Unterdessen ist Kosovo von 70 Staaten als unabhängiger Staat anerkannt, und vor zwei Jahren trat die neue Verfassung der Republik Kosovo in Kraft. Das heisst nicht, dass nun alles funktioniert, dass alle Konflikte gelöst sind und die dort lebenden Menschen einem geordneten Leben

nachgehen können. Vieles liegt noch im Argen: Die Arbeitslosigkeit ist übermässig hoch, im Gesundheits- und Bildungswesen sind grosse Defizite zu verzeichnen, das Gerichtswesen – eine Voraussetzung für einen funktionierenden Staat – muss neu aufgebaut werden. Die Kriminalität und die Korruption schwächen die junge Republik.

Der Aufbau sozialer Einrichtungen und die Gewährleistung der Stabilität stellen eine hohe Herausforderung dar. Kosovo ist auf Unterstützung aus dem Ausland angewiesen. Zur Errichtung und Betreibung von Spitälern und Schulen ist humanitäre und finanzielle Hilfe für dieses Land unumgänglich, weil der Staat die Löhne der Lehrkräfte nicht bezahlen kann, weil Kinder mangels genügend ausgebildeter Fachpersonen nicht gefördert werden können und weil das Gesundheitswesen neu aufgebaut werden muss.

Die Schweiz hat das Know-how, um diese Not zu lindern. Auch sind friedensfördernde Projekte notwendig, um gezielte Hilfe beim Ausbau des Gerichts- und des Staatswesens leisten zu können. Ebenso müssen vermehrt Polizisten vor Ort ausgebildet werden, damit diese in ihrem eigenen Land die Kriminalität und die Korruption, die sich in Form von illegaler Bautätigkeit, Schmuggel, Waffen- und Drogenhandel äussern, bekämpfen und zur Stabilität des Staates beitragen können.

Wir sind gegen die Verlängerung des KFOR-Einsatzes, weil es in Kosovo keine Soldaten zur Gewährleistung der Sicherheit braucht, sondern Polizisten – Polizisten aus dem eigenen Land, welche die Gegebenheiten kennen. Damit könnte nicht nur die Arbeitslosigkeit gemindert, sondern auch die Selbstbestimmung der Republik Kosovo gestärkt werden. Wir bezweifeln nicht, dass die Schweizer Armeeangehörigen in Kosovo eine gute Arbeit leisten, wir bezweifeln jedoch, dass solche Sicherheitsaufgaben Armeeaufgaben sind, und erst recht, dass es sinnvoll und unvermeidbar ist, dass eine fremde Armee in einem Land Polizeiaufgaben übernimmt.

Neben den Sicherheitsaufgaben übernehmen die Schweizer Soldaten laut Botschaft auch Transportaufgaben. Ich frage Sie: Braucht es für den Gütertransport Soldaten? Warum stellen wir unsere Transportmittel nicht ohne Soldaten zur Verfügung und verhelfen somit landeseigenen Chauffeuren zu einem Arbeitsplatz? Liest man den Bericht des Bundesrates, wird man den Verdacht nicht los, dass dieser Einsatz vielmehr der Schweizer Armee als Übungsfeld nützt und weniger den Menschen in Kosovo dient. Mit 128 Millionen Franken – so viel kostet der dreijährige Militäreinsatz – könnten viele friedenspolitische Projekte und der Aufbau von Infrastruktur sowie der Aufbau des Rechtsstaates unterstützt werden. Das wäre nachhaltig und entspricht den Werten und den Talenten der Schweiz.

Ich bitte Sie darum, nicht auf diese Vorlage einzutreten.

Lang Josef (G, ZG): Ganz am Anfang der bundesrätlichen Botschaft zur Verlängerung des KFOR-Einsatzes ist Folgendes zu lesen: «Seitdem sich Kosovo ... für unabhängig erklärt hat, sind mit dem Inkrafttreten der Verfassung sowie einer Vielzahl von Gesetzen rechtliche und institutionelle Grundlagen geschaffen worden, die den Aufbau eines politisch, wirtschaftlich und gesellschaftlich stabilisierten Staates erlauben ...» Vergleichen Sie diese Bundesratsätze mit dem Bericht Marty oder mit den täglichen Zeitungsmeldungen! Solche amtlichen Sätze bilden die Fassade eines potemkinschen Dorfes, in dem seit Jahren das gleiche Theaterstück aufgeführt wird: «Warten auf Godot».

Die Entwicklung der kosovarischen Gesellschaft, Wirtschaft und Eigenstaatlichkeit ist blockiert. Eine Folge dieser Blockade erlebe ich wöchentlich als Berufsschullehrer: In Kosovo funktionieren weder die Versorgung mit Wasser und mit Strom noch die Sanitäranlagen, und viele meiner Schüler – ein Drittel meiner Haustechniklehrlinge sind Albaner – reden davon, ihre Fähigkeiten einmal in ihrem Herkunftsland, das diese dringend braucht, umzusetzen. Doch alle warten ab, denn sie sehen in Kosovo keine Zukunft.

Die Gründe für diese Blockade sind vielfältig: das Clanwesen, die Korruption, die Wirtschaftskriminalität, eine unbewältigte Vergangenheit. Die stärkste Bremse aber ist die

Fremdbestimmung: Die kosovarischen Behörden können jedes Problem, jeden unpopulären Entscheid auf die Internationalen abschieben.

Allerdings ist nicht alles falsch, was in der bundesrätlichen Botschaft zu lesen ist. So steht kurz nach den eingangs zitierten Sätzen die folgende Aussage: «Die Sicherheitslage in Kosovo ... gilt als ruhig und relativ stabil.» Die Sicherheitsprobleme, die es in Kosovo gibt, auch im serbisch bewohnten Norden, sind nicht militärischer, sondern polizeilicher Natur. Kosovo braucht Polizisten, nicht Soldaten.

Zwei mir persönlich bekannte Personen aus meiner Stadt haben kürzlich in Kosovo gearbeitet, im Bereich der Ausbildung von Polizisten beziehungsweise im Bereich der Ausbildung von Kindergärtnerinnen. Die eine Person, eine für die Caritas arbeitende Heilpädagogin, sagte, in ihrem Dorf hätten Lehrerinnen mit höchstem Engagement mit behinderten Kindern gearbeitet, obwohl sie seit Monaten keinen Lohn mehr bekommen hätten. Weiter sagte sie mir etwas, das wir aus der Entwicklungspolitik kennen: Kosovo helfen wir am besten, indem wir auf die Frauen setzen. Diese, sagte sie, seien am ehesten fähig, die Clan-Grenzen zu überwinden, und sie seien viel weniger in die kriminellen Netzwerke eingebunden. Auf die Frauen zu setzen heisst gleichzeitig, auf das Zivile statt auf das Militärische zu setzen.

Gehen Sie von den Bedürfnissen der kosovarischen Gesellschaft und nicht von denen unserer Armee aus: Stimmen Sie gegen die Verlängerung an der KFOR-Beteiligung.

Büchler Jakob (CEg, SG): Die Swisscoy ist seit 1999 als Teil der KFOR in Kosovo im Einsatz. Zurzeit befindet sich das 24. Kontingent vor Ort. Es steht unter der Führung von Oberstleutnant im Generalstab Stefan Christen, einem 42-jährigen Berufsoffizier. Seit Beginn des Einsatzes haben rund 4200 AdA, Angehörige der Armee, freiwillig ihren Beitrag zu den Stabilisierungsbemühungen der internationalen Gemeinschaft geleistet. Seit 2002 ist die Swisscoy zum Selbstschutz bewaffnet; dies war ein Volksentscheid.

Das Interesse der Schweiz an einem gewaltfreien Kosovo ist nach wie vor gross, die Stabilität des Westbalkans, vor allem Kosovos, ist unmittelbar mit der Sicherheitslage der Schweiz verbunden. Auch vor dem Hintergrund der Weiterführung der KFOR-Präsenz als Teil eines fortgesetzten internationalen Engagements in Kosovo ist es für die Schweiz sehr wichtig, diesen Einsatz weiterzuführen.

Die Sicherheitspolitischen Kommissionen von Nationalrat und Ständerat werden jährlich mit einem Bericht über den Einsatz der Swisscoy in Kosovo informiert. In der Diskussion über die Zukunft von Kosovo und insbesondere über die zukünftige Ausrichtung und Ausgestaltung des Swisscoy-Einsatzes wurde in beiden Kommissionen einstimmig der Wunsch geäussert, sich vor Ort zu informieren. Deshalb besuchte eine Delegation von Ständerat und Nationalrat letztes Jahr den Einsatzort in Kosovo. Es trifft zu, dass im Rahmen des KFOR-Einsatzes Truppenreduktionen vorgenommen werden. Spanien hat eine Reduktion angekündigt. Frankreich und Deutschland wollen aber vorerst noch in Kosovo verbleiben. Nach Einschätzung des Brigadegenerals Hofmeyer besteht unter den beteiligten Nationen der Wille, die Mission gemeinsam zu beenden.

Unsere Delegation hat vor Ort in Kosovo von der Swisscoy einen hervorragenden Eindruck erhalten. Sie kommt daher klar zum Schluss, dass der Einsatz weitergeführt werden soll. Unsere Fraktion ist klar der Meinung, dass der Einsatz nur so lange fortgesetzt werden soll wie absolut nötig. Darum soll der Bundesrat die Kompetenz erhalten, den Einsatz jederzeit abbrechen zu können.

Die CVP/EVP/glp-Fraktion unterstützt den Bundesbeschluss über die Verlängerung der Schweizer Beteiligung an der multinationalen Kosovo Force (KFOR).

Schluer Ulrich (V, ZH): Im Namen der SVP-Fraktion beantrage ich Ihnen Nichteintreten auf diese Vorlage, was zur Folge hätte, dass der Kosovo-Einsatz, der Swisscoy-Einsatz, per 31. Dezember 2011, also auf Ende des laufenden Jahres,

abgebrochen werden müsste. Das wäre nach unserer Lagebeurteilung die richtige Entscheidung.

Seit 1999 stehen Truppen der Schweiz in Kosovo. Der Einsatz scheint ebenso zum ewigen als auch zum ewig ergebnislosen Einsatz zu werden; ausser Spesen nichts gewesen! Wenn wir als Messgrösse die Entwicklung der kosovarischen Bevölkerung in der Schweiz nehmen – das wird ja immer wieder gefordert –, dann muss man feststellen, dass deren Verminderung allein durch Einbürgerungen Realität geworden ist. Die auf Einbürgerungen zurückgehende Verminderung aber ist jeweils sofort wieder durch neu einreisende Kosovaren ausgeglichen worden. Die Behauptung, wir müssten das Kosovo-Engagement weiterführen, um die Zuwanderung aus Kosovo zu stoppen, stimmt schon deshalb nicht, weil bekanntlich nicht die geringsten Handlungen gegen diese Zuwanderung entfaltet werden.

Das Problem in Kosovo ist das Regime. Es ist ein Regime, das mit mafiösen Strukturen in Zusammenarbeit steht. Wir können ja auf einen prominenten Schweizer verweisen, der die Dinge in Kosovo untersucht hat. Ein Regime dieser Art wird nie erreichen, dass irgendjemand Ernstzunehmender in diesem Land investiert. Das aber müsste geschehen; es müssten sich dort Unternehmen niederlassen und Arbeitsplätze anbieten. Das geschieht nicht, solange ein Regime für Kosovo verantwortlich ist, das ein sehr, sehr zweifelhaftes Regime ist.

Die Schweiz konnte sich nicht genug beeilen, dieses Regime anzuerkennen. Die Schweiz hat dieses Regime anerkannt; da wäre es nichts als natürlich, das Regime für die Sicherheitslage im Land auch als verantwortlich zu erklären. Wir haben das Regime anerkannt, obwohl es weit davon entfernt ist, für die Sicherheitslage Verantwortung übernehmen zu können.

Wir – jedenfalls gewisse Exponenten der Schweiz – gehen gleichzeitig an Konferenzen, reden dort von Good Governance. In Kosovo wäre die Probe aufs Exempel zu machen, in Kosovo wäre Good Governance endlich zu verlangen. Wir aber unterstützen dieses Regime, von welchem Dick Marty sagt, dass es mit Organhandel – wahrhaftig eine wenig ehrenhafte Tätigkeit – in Verbindung steht. Es soll niemand sagen, wir würden nicht das Regime, wir würden bloss die Bevölkerung unterstützen. Wir haben dieses Regime als rechtmässig anerkannt. Die Verbindung mit dem Regime abzustreiten, ist vergebliche Liebesmüh. Die Schweiz hat dieses Regime ausdrücklich als repräsentativ anerkannt, Distanzierung im gleichen Atemzug wirkt da nur lächerlich.

In Tat und Wahrheit ist es doch so: Die Ratsmehrheit will beweisen, dass sich die Schweiz irgendwo im Ausland militärisch engagiert. Ob dieser Einsatz sinnvoll oder sinnlos ist, ob er nützlich ist oder ob er schadet, spielt keine Rolle. Es geht einer Mehrheit hier in diesem Haus darum, zu zeigen, dass man immer dafür gewesen ist, dass die Armee einmal irgendwo im Ausland tätig ist; jetzt ist sie in Kosovo. Der Sinn lässt sich zwar nicht erkennen, aber sie muss unbedingt bleiben, sonst wären wir nirgends mehr. Das ist das eigentliche Motiv.

Das Motiv fällt durch. Unterstützen Sie den Minderheitsantrag.

Perrinjaquet Sylvie (RL, NE): Le groupe libéral-radical entre en matière pour la prolongation de l'engagement de la Swisscoy. Depuis plus de dix ans, notre pays s'engage pour la promotion de la paix. Non seulement notre présence est utile, mais elle est appréciée tant par la population locale que par nos partenaires internationaux. Notre travail sur place constitue une excellente carte de visite pour notre armée et demeure indispensable au vu de ce qu'on pu constater sur place celles et ceux qui ont fait partie de la délégation des Commissions de la politique de sécurité des deux conseils qui s'est déplacée les 16 et 18 mai 2010 au Kosovo. Retrouver son identité, son indépendance et construire un Etat de droit a un prix, celui de la présence de forces internationales. Cette présence est toujours vivement appréciée et la population considère que la KFOR est indispensable pour assurer la sécurité et la paix internes. Malgré les pro-

grès, la situation demeure délicate, la reconstruction d'un pays nécessite du temps et la remise en marche de son économie davantage encore. Actuellement, plus de 40 pour cent de la population se trouve au chômage, plus particulièrement les jeunes qui ont entre 18 et 25 ans. Cette donnée suffit à elle seule pour mesurer l'extrême fragilité du Kosovo renaissant. La force militaire permet de donner un cadre visible et rassurant à un vivre ensemble inéluctable entre les populations albanaise et serbe. La KFOR a pour tâche également de former une force de police kosovare qui devra être capable d'assurer la sécurité publique par la suite.

Nous partageons des valeurs autant que des intérêts avec l'Europe. La stabilisation du Kosovo en fait partie. Loin de nous freiner, notre neutralité et notre indépendance doivent nous servir de moteur pour aider à créer ce que nous appelons de nos vœux: une vraie et solide démocratie, aussi dans cette partie des Balkans. Cela passe par la présence de la Swisscoy dont les contingents sont composés de militaires, apportant ainsi des compétences militaires autant que civiles. Nos soldats personnifient les fondements de la démocratie helvétique où tout un chacun participe à sa stabilité. Cette particularité est prise comme modèle par les Kosovars.

Il y a dix ans, l'intervention relevait de l'urgence – il fallait protéger les victimes de la guerre, reconstruire –, puis il s'est agi d'empêcher le retour d'un conflit et de restaurer la paix. Les missions de la KFOR et celles de la Swisscoy ont évolué, et c'est principalement la lutte contre toute cause de violence qui demeure prioritaire. Criminalité, crime organisé, corruption mais aussi chômage: toutes ces causes sont des facteurs de déstabilisation sociale.

La KFOR travaille aujourd'hui avec un objectif de durabilité. Après avoir mis en place une situation de paix intérieure ces dix dernières années, elle vise clairement le maintien de cette stabilité avant d'envisager un retrait des troupes internationales, au mieux à l'horizon 2015. Le socle doit être suffisamment solide pour que la reconstruction sociale, politique et économique accomplie jusqu'ici ne soit pas ruinée par une nouvelle flambée.

Dans le cadre des nouvelles structures de la KFOR, la Swisscoy endosse des tâches que l'on peut qualifier de tâches «à haute valeur ajoutée», en premier lieu la participation avec ses équipes au déminage et à l'élimination de munitions non explosées. Cela requiert des compétences techniques ainsi qu'un savoir-faire non négligeable et s'inscrit tout à fait dans un objectif de protection de la population civile.

Deuxièmement, citons la mise à disposition d'équipes de liaison et de monitoring. Celles-ci ont pour mission de rendre compte de l'état d'esprit de la société locale, en observant la population et en dialoguant avec elle. Ce travail se fonde sur des compétences civiles plutôt que militaires, mais fondamentales pour apaiser la situation en temps réel sur place, pour dépister des tensions entre les communautés. Les soldats suisses conviennent particulièrement à ce type de mission, car ils bénéficient d'un degré de confiance important auprès de la population.

La Suisse fut l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance du Kosovo – en février 2008 déjà. Cela est encore très apprécié à l'heure actuelle: aujourd'hui, 66 nations font de même. L'ambassade de Suisse joue un rôle clé et dispose d'un réseau relationnel solide au travers du pays, très certainement en raison de la très forte diaspora kosovare en Suisse – plus de 170 000 personnes. Aux yeux des Kosovars, la Suisse offre des compétences particulièrement appréciées en matière de promotion de la paix, grâce précisément à sa neutralité et, surtout, à l'absence de toute velléité expansionniste ou dominatrice dans son histoire politique.

Vu ce qui précède, le groupe libéral-radical ne suivra pas les minorités déposées ni ne soutiendra la motion de la commission.

Fehr Hans (V, ZH): Frau Kollegin Perrinjaquet, Sie preisen hier fast gebetsmühlenartig die angebliche Bedeutung von Swisscoy und KFOR für Stabilität und Sicherheit in der Re-

gion. Wie erklären Sie sich aber, dass letztes Jahr trotzdem 1500 Asylbewerber aus Serbien und Kosovo in die Schweiz gekommen sind? Wo ist denn da die Wirkung?

Perrinjaquet Sylvie (RL, NE): Monsieur Fehr, vous ne pourrez jamais empêcher des personnes de considérer que dans leur région la situation reste difficile. Mais je n'ose pas imaginer quelle serait la situation si la KFOR et la Swisscoy n'étaient pas présentes encore aujourd'hui dans ce pays et dans cette région. Je considère que, vu ce que nous avons pu constater l'année passée, au vu des discussions que nous avons eues avec les personnes en place et, je dirai, de la confiance qu'elles ont à l'égard de la Suisse, cela mérite que nous restions encore en place avec la KFOR pour les années à venir.

Allemann Evi (S, BE): Im Namen der Mehrheit der SP-Fraktion bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten. In erster Linie unterstützt die SP die zivilen Instrumente der Friedensförderung. Uns ist aber bewusst, dass wir mit militärischen Mitteln das nötige stabile und sichere Umfeld bereiten müssen, in dem die zivile Hilfe erst wirksam gedeihen kann. Das Engagement der Schweiz in Kosovo stützt sich denn auch auf verschiedene Pfeiler: die technische Zusammenarbeit, die zivile Friedensförderung sowie die Swisscoy. Die Swisscoy bildet den kleinstmöglichen militärischen Beitrag, den die Schweiz leisten kann, damit sie sich in der Region aussenpolitisch nicht vollständig isoliert. Ein Rückzug der Swisscoy würde die zivile Arbeit der Schweiz in der Region aus aussenpolitischen Gründen massiv erschweren.

Wer unter internationalem Burden Sharing Rosinenpickerei versteht, macht sich unglaublich. Die Lage in Kosovo wird als ruhig und relativ stabil beschrieben. Noch ist der Wiederaufbau aber im Gange, noch ist die Stabilität nicht in einem Ausmass gegeben, dass ein vollständiger Abzug heute Sinn machen würde. Wiederaufbau und Stabilität werden durch verschiedene Faktoren behindert. Es sind nach wie vor ethnische Spannungen, aber eben auch die weitverbreitete organisierte Kriminalität, welche die öffentliche Sicherheit tangieren. Es ist richtig, dass hier Aufgaben zu erfüllen wären, die in erster Linie die Polizei erfüllen müsste. Ja, es gibt eine kosovarische Polizei. Aber diese ist zurzeit noch nicht so stark, dass sie all diese Herausforderungen, die es im Sicherheitsbereich zu bewältigen gibt, allein meistern könnte.

Die Aufgaben der KFOR sind also nach wie vor zu erledigen. Es ist nach wie vor wichtig und richtig, dass die KFOR in der Region präsent ist und dass die Schweiz dort mit der Swisscoy einen wichtigen, wenn auch bescheidenen Beitrag leistet. Es ist sicher richtig, dass die KFOR die Sicherheit und die Stabilität nicht absolut garantieren kann. Aber ohne KFOR wäre die Sicherheitslage garantiert nicht besser. Ein gewaltfreies, sicheres und mit Zukunftsperspektiven versehenes Kosovo ist für die Schweiz von besonderem Interesse, da die innere Sicherheit der Schweiz direkt mit der Stabilität in Kosovo verbunden ist. Rund 10 Prozent aller Kosovo-Albanerinnen und -Albaner leben bei uns in der Schweiz. Was auf dem westlichen Balkan und speziell in Kosovo geschieht, hat deshalb stets eine ganz direkte Rückwirkung auf die Situation bei uns in der Schweiz. Kein anderes Land in Europa hat ein derart grosses Interesse an einem sicheren und stabilen Kosovo wie die Schweiz; kein anderes Land profitiert derart von der zivilen Hilfe und vom Aufbau eines politischen, sozialen und wirtschaftlichen Umfeldes mit Zukunftsperspektiven und von der Präsenz internationaler Friedenstruppen.

Im Namen der SP-Fraktion beantrage ich Ihnen deshalb, auf die Vorlage einzutreten.

Haller Vannini Ursula (BD, BE): Es liegt in der Natur der Sache, dass man als letzte Fraktionssprecherin gewisse Dinge auch noch hätte sagen wollen. Ich verzichte darauf und möchte dafür aus dem Bericht zitieren, weil ich glaube, dass wir Nationalrat Hans Fehr eine Antwort schuldig sind, wenn

er behauptet, wir würden einfach so gebetsmühlenartig gewisse Dinge behaupten, die so nicht stimmten.

Wir hatten, wie es von verschiedenen Vorrednern und Vorrednerinnen gesagt wurde, im letzten Mai Gelegenheit, Kosovo zu besuchen. Es war eine Delegation aus Nationalräten und Ständeräten unserer beiden SiK. Wir hatten Gelegenheit, Gespräche zu führen, die nicht nur, aber auch der sicherheitspolitischen Lage gewidmet waren.

Wir durften von verschiedenen Gesprächspartnern vernehmen, dass die Lage als ruhig und stabil eingestuft wird. Wir sprachen aber auch über Truppenreduktionen und erfuhren – man kann das auch in der vorliegenden Botschaft lesen –, dass die meisten KFOR-Nationen ihre Truppen im Kosovo reduzieren werden.

Die parlamentarische Delegation durfte mit Befriedigung feststellen, dass die Leistungen der Swisscoy von den vorgesetzten Kommandostellen der KFOR, der Schweizer Botschaft – auf die will ich noch speziell zu reden kommen –, den internationalen Organisationen und den kontaktierten lokalen Behörden vor Ort als sehr gut beurteilt werden. Es wurde festgestellt, dass die Truppen ausgesprochen motiviert, fachlich kompetent und diszipliniert arbeiten. Sowohl die vorgesetzten Kommandostellen in Kosovo als auch die zivilen lokalen Behörden haben gegenüber der Delegation den Wunsch geäußert, dass die Schweiz ihren Einsatz als Teil des internationalen Engagements fortsetzt, bis die lokalen staatlichen Strukturen genügend gefestigt sind.

Aber wir wollten es noch genauer wissen und haben uns deshalb beim Schweizer Botschafter in Pristina, bei Herrn Beglinger, zu einem sehr ausführlichen Gespräch angemeldet. Ich erlaube mir, Herr Fehr, zwei drei Auszüge aus dem Bericht der Delegation vom 18. Mai 2010 zu zitieren: «Botschafter Beglinger beurteilt die bisherigen Resultate beim Aufbau Kosovos als gemischt bis enttäuschend.» Sie sehen also, ich lese nicht nur Sätze vor, die allenfalls positiv klingen. «Zwar wurde militärisch einiges erreicht, doch der nachhaltige wirtschaftliche und politische Aufbau des Landes wurde nur beschränkt vorangebracht. Die Wirtschaft ist nach wie vor rückständig, die Infrastruktur ungenügend, die Korruption hoch, Armut und Arbeitslosigkeit sind weit verbreitet. Das Land könne selber keine Wirtschaft aufbauen, es brauche die Unterstützung des Auslandes. Doch fehlten genau diese Auslandsinvestitionen.»

Jetzt mache ich einen kleinen Sprung zu einem nächsten Abschnitt: «Gemäss Botschafter Beglinger trägt die internationale Gemeinschaft eine Mitverantwortung beim Aufbau von Kosovo. Für ihn ist eine Ursachentherapie wichtig, nicht Symptomtherapie. Dabei sei eine kohärente und koordinierte Politik der internationalen Organisationen und der Gerbestaaten zentral. Der Aufbau eines langen Weges sei gemacht. Die Schweiz ist laut Botschafter Beglinger ein bedeutender Partner des Kosovo.»

Was will ich damit sagen? Botschafter Beglinger bestätigt, dass es ein langer Weg ist und dass noch vieles im Argen liegt – wir haben es auch von Herrn Schluer gehört –, aber dies darf kein Grund sein, uns zurückzuziehen. Es muss uns im Gegenteil beflügeln, das Engagement aufrechtzuerhalten, um in Kosovo Stabilität und Sicherheit zu erlangen. Das nützt schlussendlich auch unserem Land.

Deswegen wird die BDP-Fraktion der Verlängerung zustimmen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Der Bundesrat beurteilt die Situation in Kosovo nicht wesentlich anders als die Votanten, die sich hierzu auch kritisch geäußert haben. Der Bundesrat hat 1999 den Grundsatzentscheid gefällt, sich militärisch an den Kosovo-Friedenstruppen zu beteiligen. Das Parlament hat im September 2001 zum ersten Mal Ja zu einem Swisscoy-Kontingent in Kosovo gesagt. Das war aus Sicht des Bundesrates damals notwendig, um auf dem Balkan mehr Stabilität zu gewährleisten. Der Bundesrat hat das mit den bei uns anwesenden Personen aus diesem Gebiet begründet; 200 000 sind inzwischen bei uns in der Schweiz wohnhaft. Das Interesse des Bundesrates lag darin, in einer Region,

an der die Schweiz ein direktes Interesse hat, zu mehr Sicherheit beizutragen.

An dieser grundsätzlichen Beurteilung des Bundesrates hat sich nichts geändert. Es hat sich aber etwas an der Beurteilung in Bezug auf die Zeitspanne geändert. Man ging damals wohl nicht davon aus, dass man 2011 einen Antrag für eine weitere Verlängerung um drei Jahre würde stellen müssen. Die Situation hat sich aber trotzdem gebessert, das muss festgehalten werden, auch wenn die Zeitachse länger wird, als man es ursprünglich annahm. Dass die Lage in Kosovo nach wie vor unterschiedlich beurteilt wird, lässt sich auch daraus ablesen, dass erst rund 70 Staaten Kosovo als unabhängige Republik anerkannt haben, darunter auch 22 der 27 EU-Länder. Das widerspiegelt die widersprüchliche Beurteilung, die man in Bezug auf Kosovo vornimmt.

Die Schweizer Beurteilung hat sich nicht wesentlich geändert. Trotzdem meinen wir, dass sich etwas verbessert hat. Man kann das auch an den Kosovo-Friedenstruppen der KFOR ablesen, die in Kosovo noch anwesend sein werden. Ursprünglich waren 14 000 Militärangehörige in Kosovo stationiert. Im Moment baut man von 14 000 auf 5700 Personen ab. Diese Zahl dürfte in diesen Wochen erreicht werden. Man kann sagen: Kosovo wird trotz allem etwas sicherer, man kann die Truppen um mehr als die Hälfte reduzieren. Das findet statt.

Es ist – zeitlich noch nicht definiert – ein weiterer Abbau von 5700 auf 2300 Mann vorgesehen.

Parallel zu diesem Abbau der Militärs baut man das Projekt Eulex aus, also den Bereich der Rechtsstaatlichkeit, die Unterstützung und Ausbildung der Polizei, des Grenzwachkorps und der Gerichte. Das ist notwendig, damit dieser Staat auch rechtstaatliche Strukturen erhält. In diesem Bereich ist die Schweiz mit rund fünfzehn Personen ebenfalls involviert.

Die Aufgaben der Truppen verändern sich etwas. Von Intervention spricht man heute nicht mehr, auch wenn die Mittel durchaus noch vorhanden wären. Es geht in diesem Prozess, der heute im Bereich der Betreuung und des Gesprächs mit der Bevölkerung stattfindet, darum, Schwierigkeiten zu erkennen und diese zu lösen zu versuchen. Das Militär hat hier eine besondere Stellung, weil das Militär in Kosovo als der Bereich anerkannt wird, der für Ruhe und Sicherheit sorgen kann. Es hat sich auch entsprechend Respekt verschafft.

Nun wurde der Antrag gestellt, nicht weiter mit Truppen präsent zu sein, sondern in anderen Bereichen, humanitär oder wie auch immer, tätig zu sein. Dazu muss man, glaube ich, sagen: Das eine tun und das andere nicht lassen. Das ergibt einen Ausgleich. Ich bin der Überzeugung, dass die Situation ohne Militär und nur mit humanitärer Hilfe und anderer Unterstützung noch labiler würde. Denn wir müssen klar feststellen, dass Kosovo noch nicht über wirklich rechtstaatliche Strukturen verfügt. Das widerspiegelt sich auch in der Wirtschaft: Niemand oder nur wenige Personen investieren in Kosovo in die Wirtschaft, der Anteil der Arbeitslosen beträgt 50 Prozent oder mehr, der Korruptionsvorwurf an die Regierung steht im Raum, und somit ist damit zu rechnen, dass hier auch auf längere Sicht Unterstützung notwendig sein wird.

In Bezug auf die weitere Entwicklung schlägt der Bundesrat Ihnen vor, das Engagement um drei Jahre zu verlängern. Der Bundesrat ist sich sehr wohl bewusst, dass nach diesen drei Jahren eine neue Beurteilung vorgenommen werden muss. Wir gehen nicht davon aus, dass dieses Engagement einfach abgebrochen werden kann. Weitere drei Jahre genügen wohl nicht, um der Republik Kosovo die Stabilität zu geben, die sie als unabhängiger Staat und als Rechtsstaat haben muss.

Der konkrete Antrag der Bundesrates lautet – ich habe es bereits erwähnt –, das Engagement noch einmal um vorläufig drei Jahre zu verlängern und dann wieder eine Beurteilung vorzunehmen. Wir schlagen Ihnen vor, unser Kontingent unverändert bei 220 Personen zu belassen. Damit steigt der prozentuale Anteil der Schweiz – wenn andere abbauen – klar an. Wir schlagen Ihnen im Unterschied zu den

früheren Botschaften vor, dass der Bundesrat das Kontingent vorübergehend, für ein Jahr, von 220 um maximal 80 auf 300 Personen aufstocken kann. Mit dem bisherigen Beschluss konnte der Bundesrat aus eigenen Stücken um 50 und nicht um 80 Personen aufstocken. Die ermöglichte Aufstockung um 80 Personen für ein Jahr gäbe der Schweiz auch die Gelegenheit, für diese Zeit in Kosovo ein Kommando zu übernehmen. Das ist der Unterschied zur letzten Botschaft. Die Schweizer Beteiligung soll also mit einem gleichbleibenden Kontingent von 220 Personen und der Möglichkeit, um 80 statt um 50 Personen aufzustocken, weitergeführt werden.

Die Kosten erhöhen sich leicht von jetzt 37,5 Millionen auf 39,9 Millionen Franken pro Jahr. Sollte sich eine Verlegung des Camps aufdrängen – wenn dieses im Rahmen der Reduktion nicht mehr geführt werden könnte –, würden sich die Kosten auf 42,6 Millionen Franken pro Jahr erhöhen.

Insgesamt geht es eigentlich darum, das bisherige Engagement so weiterzuführen, wie der Bundesrat es damals beschlossen hat. Im Rahmen des Abbaus steigt die Bedeutung der Schweizer Truppen leicht an, weil wir unsere Truppen insgesamt nicht reduzieren. Die Kosten steigen etwa im Rahmen der Teuerung.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen. Es ist eine Weiterführung des bisherigen Engagements. Der Bundesrat beantragt Ihnen, es so weiterzuführen, wie es in der Botschaft ausführlich dargelegt wird.

Segmüller Pius (CEg, LU), für die Kommission: Ich möchte zu gewissen Aussagen meiner Vorredner und Vorrednerinnen etwas sagen.

Frau Lachenmeier, Dag Hammarskjöld, der erste Uno-Generalsekretär, hat einmal Folgendes gesagt: «Peacekeeping is not a job for soldiers, but only a soldier can do it.» Damit ist erklärt, Frau Lachenmeier, dass es zur Stabilisierung der Region in diesem unberechenbaren Umfeld Soldaten braucht.

Herr Lang, auf das Zivile kann man erst dann setzen, wenn die Sicherheit der Lage gewährleistet ist und die kosovarischen Polizisten diese selber aufrechterhalten können.

Herr Schlüer, Sie reden von einem ergebnislosen Einsatz. Dazu möchte ich Folgendes sagen: Erstens wurde die Sicherheit des Landes verbessert – das wurde von meinen Vorrednern auch gesagt. Zweitens hat die Ausbildung von Sicherheitskräften, insbesondere der Polizisten der Kosovaren, begonnen. Drittens lassen sich mafiöse Strukturen nicht auflösen, indem man von aussen nichts unternimmt. Viertens bin ich mit Herrn Schlüer in einem Punkt einverstanden: Man sollte in die Wirtschaft investieren. Aber dazu braucht es Sicherheit – das wollen vor allem ausländische Investoren.

Aus diesen Überlegungen heraus unterstützt die Mehrheit der Kommission die Verlängerung des Einsatzes. Sie bittet den Rat, die Kommissionsmotion «Umbau des Engagements der Schweiz in Kosovo» gutzuheissen. Diese Motion will aufzeigen, wie das Engagement in Kosovo in Richtung Aufbau von demokratisch kontrollierten rechtsstaatlichen Prinzipien umgebaut werden kann.

Le président (Germanier Jean-René, président): Nous votons sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Lachenmeier.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 10.098/5609)

Für Eintreten ... 93 Stimmen

Dagegen ... 71 Stimmen

Bundesbeschluss über die Verlängerung der Schweizer Beteiligung an der multinationalen Kosovo Force (KFOR)

Arrêté fédéral concernant la prolongation de la participation suisse à la Kosovo Force multinationale (KFOR)

Délibération – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schlüer, Borer, Bortoluzzi, Frehner, Hurter Thomas, Lachenmeier, Lang, Perrin)
Streichen

Art. 2

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schlüer, Borer, Bortoluzzi, Frehner, Hurter Thomas, Lachenmeier, Lang, Perrin)
Biffer

Schlüer Ulrich (V, ZH): Wir möchten Ihnen beantragen, wenn Sie denn schon auf diese Vorlage eingetreten sind, wenigstens die Erhöhung des Kosovo-Kontingents um achtzig Mann nicht zu bewilligen, sondern abzulehnen. Wir wollen mit unserem Antrag erreichen, dass die Schweiz in Kosovo auf gar keinen Fall eine Kommandofunktion übernehmen kann und übernehmen soll.

In Kosovo, hören wir, bauen alle anderen Länder oder jedenfalls die meisten anderen Länder ab, oder sie steigen ganz aus. Es ist völlig klar, Frau Kollegin Haller, wenn ich Ihnen und den anderen Besuchern, die letztes Jahr nach Kosovo gereist sind, das sagen darf: Wenn die anderen sich zurückziehen wollen und die Schweiz erklärt, sie würde bleiben, dann wird sie natürlich gewaltiges Lob erhalten, weil die anderen wissen, dass die Schweiz sie entlastet; das ist doch völlig klar. Man kann doch auf solche diplomatischen Manöver nicht einfach hereinfallen und es zum vollen Nennwert nehmen, wenn die Schweizer über den grünen Klee gelobt werden. Diejenigen, die gelobt haben, wollen, dass die Schweiz mehr Lasten übernimmt, und dafür loben sie uns – es braucht dann nur noch jemanden, der ihren Worten glaubt.

Es hat keinen Sinn, in einem Land, in dem die Regierung mit Korruption verbunden ist, ein Kommando übernehmen zu wollen. Herr Kommissionssprecher, ich bitte Sie, mich schon genau zu zitieren. Ich habe nicht gesagt, Kosovo werde von irgendeiner Mafia heimgesucht. Ich habe gesagt, dass die Regierung in Verbindung damit steht. Das ist ein anderer Fall; ein Land kann nicht zu einem Rechtsstaat werden, wenn seine Regierung nicht im Rahmen eines Rechtsstaates operiert. Da muss ich Ihnen einfach sagen: In einem solchen Land darf die Schweiz nicht Verantwortung übernehmen. Sie stehen sonst in Verbindung mit diesem Regime, und Sie können nicht daraus heraus.

Dazu kommt noch ein anderer wesentlicher Punkt: Welche Personen wären schweizerischerseits in der Lage, ein solches Kommando zu befehligen? Wer wäre dazu in der Lage? Ist es der schweizerische Milizoffizier? Meinen Sie, jemand, der mit beiden Beinen in seinem Beruf steht, der beruflich gefordert ist, der seinen Mann am Arbeitsplatz stellen muss, könne sich einfach abmelden und ein halbes Jahr ein solches Kommando übernehmen? Diese Forderung

nach einem Kommando in Kosovo schadet auch der Miliz. Ein solches Kommando kann kein Milizler übernehmen, das kann nur ein Berufsoffizier übernehmen, und diese Bevorzugung der Berufsoffiziere wird unserer Milizarmee nicht gerecht; darauf sollten wir verzichten.

Ich bitte Sie, die Versuchung, in Kosovo ein Kommando zu übernehmen, von sich zu weisen und wenigstens nicht mehr zu machen, als wir jetzt machen.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, den Antrag der Minderheit Schlüer abzulehnen.

Mit Artikel 2 erhält der Bundesrat die Kompetenz, das schweizerische Kontingent kurzfristig mit maximal 80 Personen während höchstens zwölf Monaten zu verstärken. Dabei geht es um Bereiche wie die Instandhaltung, die Sicherung bei erhöhter Bedrohung und die Abdeckung eines höheren Bedarfs an Stabspersonal, falls die Schweiz eine höhere Kommandofunktion besetzen würde.

Diese Flexibilität beim Ressourceneinsatz macht Sinn. Damit kann der Bundesrat auf ausserordentliche Situationen sofort reagieren. Auch wenn die Sicherheitslage in Kosovo derzeit stabil erscheint, können Spannungen und Grenzstreitigkeiten im Norden des Landes die gesamte Region schnell destabilisieren. Bei erhöhter Bedrohungslage muss der Bundesrat schnell handeln können, dies auch im ureigensten Interesse der Schweiz. Durch die Übernahme von Kommandofunktionen innerhalb der KFOR können auch höhere Kader von Erfahrungen eines Ernsteinsatzes profitieren und einen Beitrag in einem Krisengebiet leisten. Durch die tägliche Zusammenarbeit mit ausländischen Partnern kann die Armee ihre Fähigkeit zur Kooperation in internationalen Strukturen verbessern. Diese Kompetenz, Herr Kollege Schlüer, soll eben gerade auch bei Führungspersonen gesteigert werden können. Meine Kollegin Evi Allemann hat es bereits gesagt: Die Swisscoy bildet den kleinstmöglichen militärischen Beitrag, den die Schweiz leisten kann, damit sie sich in der Region ausserpolitisch nicht vollständig isoliert. Dazu sollen Soldaten und Kader etwas beitragen können.

Ich bitte Sie, Artikel 2 nicht zu streichen und somit den Antrag der Minderheit Schlüer abzulehnen.

Lachenmeier-Thüring Anita (G, BS): Die Mehrheit des Nationalrates ist auf das Geschäft eingetreten, möchte also den Swisscoy-Einsatz verlängern. Der Bundesrat beantragt mit Artikel 2, das Kontingent kurzfristig mit bis zu 80 Personen während bis zu einem Jahr verstärken zu können. Das Ziel der Schweiz muss es sein, die Republik Kosovo möglichst bald in die Selbstständigkeit zu führen, in einen Status, in dem Kosovo ohne die Hilfe anderer Staaten selbstbestimmt allen Staatsaufgaben nachkommen kann. Mit dem Eintretensentscheid ist dieses Ziel aus unserer Sicht in die Ferne gerückt. Mindestens in den nächsten drei Jahre werden fremde Armeekräfte die kosovarische Gesellschaft überwachen. Mit Artikel 2 soll der Bundesrat zusätzlich die Möglichkeit haben, weitere Soldaten nach Kosovo zu schicken. Die Möglichkeit der Aufstockung geht in die falsche Richtung. Damit wird die Fremdbestimmung eines anerkannten Staates gestärkt, nicht seine Selbstbestimmung. Zur Stärkung wären Investitionen nötig – doch wer investiert in ein fremdbestimmtes Land?

Andere Staaten ziehen ihre Armeen aus Kosovo zurück. Es scheint mir, als wolle man die Tür öffnen und das Anliegen bestimmter Kreise unterstützen, welche die Nato-Truppen in Kosovo durch Swisscoy-Soldaten ersetzen wollen. Dies kann nicht im Sinne eines neutralen, humanitären und freien Staates wie der Schweiz sein. Es scheint auch, dass die Schweiz Kosovo vor allem als Übungsfeld für ihr Kader gebrauchen – oder, besser gesagt, missbrauchen – will. Die Schweiz ist zu Recht stolz auf ihre Unabhängigkeit. Anderen Staaten muten wir jedoch zu, dass fremde Armeen ihr Land bewachen, und das, obwohl es Alternativen wie die Ausbildung von Polizisten in Kosovo und die Unterstützung beim Aufbau des Staates gäbe.

Im Namen der grünen Fraktion beantrage ich Ihnen darum, Artikel 2 zu streichen, also die Minderheit Schlüer zu unterstützen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Ich möchte Sie daran erinnern, dass es hier um eine Kompetenzerteilung an den Bundesrat und nicht um eine schleichende Aufstockung des Kontingentes geht. Der Bundesrat müsste vielmehr in Kenntnis aller Tatsachen entscheiden, ob er aufstocken will oder nicht. Es ist also eine Kompetenzerteilung und keine schleichende Aufstockung. Es ist eine politische und nicht eine militärische Frage, ob Sie das wollen. Die Armee kann diesen Auftrag erfüllen, wenn er kommt. Die Armee kann auch ein Kommando übernehmen, wenn ihr das aufgetragen wird, die Armee ist dafür ausgebildet. Aber es stellt sich die Frage, ob Sie das wollen.

Der Bundesrat ist der Meinung, dass hier Flexibilität notwendig ist, weshalb er diese Kompetenz gerne hätte, um das Kontingent aufstocken zu können, wenn es aus irgendwelchen Gründen notwendig sein sollte.

Ich bitte Sie damit, den Antrag der Minderheit Schlüer abzulehnen.

Voruz Eric (S, VD), pour la commission: Je précise que l'article 2 donne compétence au Conseil fédéral de renforcer, le cas échéant, le contingent suisse pour les trois missions suivantes: assurer la maintenance, assurer la sûreté en cas d'aggravation de la menace, et couvrir un besoin accru en personnel d'état-major généré par l'occupation d'une fonction de commandement plus élevée.

La majorité de la commission estime – comme vient de le dire Monsieur le conseiller fédéral – qu'une certaine flexibilité doit être donnée au Conseil fédéral afin de pouvoir agir dans des situations extraordinaires. L'article précise bien que le Conseil fédéral «peut» et non «doit» renforcer le contingent.

Pour cette raison, votre commission, par 15 voix contre 8 et aucune abstention, vous propose de rejeter la proposition de la minorité Schlüer.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 10.098/5610)

Für den Antrag der Mehrheit ... 86 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 59 Stimmen

Art. 2bis

Antrag der Minderheit

(Lang, Borer, Bortoluzzi, Frehner, Hurter Thomas, Lachenmeier, Müller Geri, Perrin, Schlüer, Zuppiger)

Sollte die KFOR länger als bis 2014 in Kosovo stationiert bleiben, beschliesst der Bundesrat bis Ende 2012 ein Szenario für den Abzug des schweizerischen KFOR-Kontingentes auf Ende 2014.

Art. 2bis

Proposition de la minorité

(Lang, Borer, Bortoluzzi, Frehner, Hurter Thomas, Lachenmeier, Müller Geri, Perrin, Schlüer, Zuppiger)

Si la KFOR devait rester stationnée au Kosovo après 2014, le Conseil fédéral établirait, d'ici à la fin de l'année 2012, un scénario en vue du retrait du contingent suisse d'ici fin 2014.

Lang Josef (G, ZG): Die Diskussion in der Sicherheitspolitischen Kommission, aber auch die vorherige Eintretensdebatte haben gezeigt, dass die Frage «Wie lange noch?» auch die Befürworterinnen und Befürworter einer nochmaligen Verlängerung beschäftigt. Die Blockade von Kosovo sowie die Gegenwart und Vergangenheit einer politischen Klasse, die nicht besonders vertrauenerweckend ist, führen unter anderem zu einem tiefen und breiten Malaise.

Wenn es so weitergeht wie in den letzten Jahren, genauer gesagt, wenn es so «weiterwartet» wie in den letzten Jahren, geben wir noch in zwanzig Jahren jährlich 40 Millionen Franken oder bis dann vielleicht 60 Millionen Franken für die Swisscoy aus.

Zu diesem sinn- und perspektivlosen Weiterwarten gibt es nur eine Alternative: den Einstieg in den Ausstieg. Das ist auch deshalb nötig, um den bis vor Kurzem offen, inzwischen verborgen geäußerten Ausbauplänen einen Riegel zu schieben. Es kann nicht sein, dass Schweizer Soldaten die Plätze einnehmen, welche die Nato-Armeen aufgeben. Es braucht allein schon deshalb keine helvetischen Lückenbüsser, weil es in Kosovo, wenn schon, eine zivile, aber keine militärische Sicherheitslücke gibt.

Der Einstieg in den militärischen Ausstieg soll mit einem Ausbau des zivilen Engagements verbunden werden. Laut Botschaft gibt die Schweiz für «den politischen Dialog zwischen den Gemeinschaften», für «die juristische und nichtjuristische Bearbeitung der Vergangenheit», für Eulex und andere zivil-politische Tätigkeiten rund 7 Millionen Franken aus. Der Bericht Marty erheischt bedeutend mehr Mittel, allem voran für Eulex. Weiter braucht Kosovo Aufbauhilfe im Bildungs- und im Polizeiwesen, im Umweltschutz usw. Kosovo braucht unsere Hilfe bei der Reform des Gerichts- und Zivilstandswesens oder beim Bau von Kläranlagen. Das sind die alltäglichen Probleme in Kosovo. Das Grundproblem von Kosovo ist nicht militärischer, sondern ziviler – gesellschaftlicher und politischer – Natur.

Wir haben in der Mehrheit nochmals für eine Verlängerung gestimmt, stimmen Sie jetzt aber dem Einstieg in den Ausstieg zu!

Le président (Germanier Jean-René, président): Le groupe UDC soutient la proposition de la minorité.

Müller Geri (G, AG): Das KFOR-Geschäft, das wir vorliegen haben, ist ein äusserst komplexes Geschäft. Auf der einen Seite müssen wir einfach zur Kenntnis nehmen, dass die Art und Weise, wie Jugoslawien zusammengestellt und aufgesplittet worden ist, ein Problem darstellt. Das war ein Stück weit auch das Werk der internationalen Gemeinschaft, und das ist heute sehr schwierig zu verwalten, insbesondere die Abspaltung Kosovos. Wir mussten zur Kenntnis nehmen, dass die Uno-Resolution 1244 nicht umgesetzt wurde. Das hat zu einem Problem geführt, das seinerzeit in der Uno-Verhandlung wohlweislich diskutiert wurde.

Die Situation ist jetzt einfach die, dass wir ein Land haben, das frisch gegründet worden ist, sicherlich mit dem Willen einiger Kosovaren – das ist aus ihrer Sicht absolut nachvollziehbar –, das aber völkerrechtlich ein grosses Problem darstellt: Kaum war Kosovo mehr oder weniger frei, gab es auf diesem Gebiet Probleme bei den Minoritäten. Wenn wir also von einer KFOR-Vorlage sprechen, geht es nicht um den Schutz von Kosovo, sondern es geht hauptsächlich um den Schutz der Minoritäten, insbesondere der Roma und der Serben. Das sind Minoritäten, die erdrückend klein sind. Ihr Schutz ist eine notwendige Aufgabe, und zwar vor allem eine Aufgabe der Gemeinschaft, die diesen Prozess unterstützt und diesen Staat am Schluss sogar anerkannt hat. Die Schweiz ist eines der Länder, die Kosovo anerkannt haben, und es ist ihre Pflicht, dafür zu sorgen, dass den Minoritäten in diesem Gebiet nichts passiert.

Mein Kollege hat vorhin gesagt, dass man auch entwicklungspolitisch arbeiten müsse. Das tut die Schweiz schon. Die Schweiz ist mit umfangreichen Deza-Programmen vor Ort. Die Schweiz kann nicht alles machen. Das ist, wie gesagt, eigentlich die Verantwortung der internationalen Gemeinschaft. Ich appelliere auch an die USA und an die Europäische Union, die dies so gewollt haben und auch so anerkannt haben. Der wahre Grund ist also der Schutz der Minoritäten. Das ist eigentlich die Aufgabe, die die KFOR wahrnehmen sollte.

Wenn wir jetzt dem Minderheitsantrag «Einstieg in den Ausstieg» zustimmen, dann heisst das nicht, dass wir die Hände in den Schoss legen. Wir stellen fest, dass alle Instrumente, die in Kosovo eingesetzt worden sind, nicht funktionieren, und das hauptsächlich deshalb, weil wir im Lande selber ein grosses Problem auf Regierungs- und Parlamentsebene haben: Parlament und Regierung anerkennen nicht, was Eulex

leisten sollte; sie anerkennen nicht, dass Kosovo besetzt ist. Das ist die Situation, wie wir sie vorfinden.

Wenn wir jetzt also ein Engagement verlangen, dann heisst das, dass sich die Schweiz in den nächsten zwei Jahren sehr gut überlegen muss, was sie machen muss, um die Situation vor Ort zu verbessern. Einfach die Richter und die Polizei zu unterstützen, das reicht nicht; das haben wir auch bei der Kenntnisnahme der Berichte von Dick Marty feststellen können. Es muss Druck auf diese Leute ausgeübt werden, sodass dieses Land wirklich regierbar wird. Sonst bleibt es einfach jahrzehntelang ein Problem und muss international geschützt werden. Es muss auch diskutiert werden, wie vor allem die Gebiete um Mitrovica herum, die hauptsächlich von der serbischen Minderheit bewohnt werden, in Zukunft verwaltet werden können.

Ich möchte einfach diejenigen warnen, die das Gefühl haben, der KFOR-Einsatz sei ein Einsatz, damit nicht mehr Kosovaren in die Schweiz kommen: Das ist ein ziemlich doppelbödiges Interesse. Letztlich ist es klar: Ich verstehe alle Leute, die zurzeit nicht nach Kosovo zurückgehen wollen; ich verstehe aber auch alle Leute, die wieder von dort weg wollen. Die Wirtschaft funktioniert dort wirklich nicht. Wir müssen das nicht etwa aus Rücksicht auf die kosovarische Minorität in der Schweiz machen; das wäre ein falsches Argument. Dass es – wie es jetzt mehrmals gesagt worden ist – um die Abwehr von Flüchtlingen gehe oder dass die Situation dank KFOR jetzt sogar so gut sei, dass keiner mehr von dort flüchte, wäre ein zweites falsches Argument.

Wir müssen also mit den richtigen Argumenten arbeiten und sagen: Wir haben dieses Land anerkannt, wir sind dafür verantwortlich, dass die Minoritäten dort leben können, und wir sind auch dafür verantwortlich, dass die Beziehungen der Schweiz zu diesem Land und zu anderen Ländern in diesem Raum gut bleiben. Das muss das Interesse der Schweiz sein.

Ich bitte Sie deshalb, diesen Minderheitsantrag zu unterstützen, aber wirklich mit dem Auftrag an den Bundesrat, dazu beizutragen, dass dort Bewegung in diese Geschichte kommt.

Alleman Evi (S, BE): Richtig ist, dass eine schrittweise Reduktion der KFOR beschlossen wurde und dass es das Ziel der internationalen Gemeinschaft ist, über kurz oder lang das Engagement in Kosovo zu beenden. Falsch ist es aber, das Ende des Einsatzes der Swisscoy losgelöst vom Ende der gesamten Mission zu beschliessen. Den Rückzug der Swisscoy dürfen wir nicht von einem virtuellen Datum abhängig machen. Wir dürfen heute nicht irgendetwas beschliessen, obwohl wir nicht wissen, was 2014 in Kosovo sein wird. Das Ende des Swisscoy-Einsatzes müssen wir von der Sicherheitslage und vom Fortschritt des Wiederaufbaus und der Stabilität abhängig machen, und nicht von einem Datum, das wir heute bestimmen, ohne zu wissen, was dann die Bedürfnisse in Kosovo sein werden.

Die internationale Gemeinschaft würde es weder verstehen noch goutieren, wenn wir heute quasi den Einstieg in den Ausstieg beschliessen würden. Sowie es erfolgt der Einstieg in den Ausstieg unseres Erachtens nicht über einen Beschluss, den wir Jahre vor dem effektiven Ausstieg fällen, sondern der Einstieg in den Ausstieg erfolgt über einen Umbau des Engagements.

Deshalb mache ich Ihnen im Namen der SP-Fraktion beliebt, nicht die Minderheit zu unterstützen, sondern die Motion der Sicherheitspolitischen Kommission des Nationalrates. Das ist der richtige Weg in die Zukunft und nicht der Antrag der Minderheit Lang.

Maurer Ueli, Bundesrat: Ich bitte Sie im Namen des Bundesrates, den Antrag der Minderheit Lang abzulehnen. Ich möchte Ihnen noch einmal die zeitlichen Abläufe in Erinnerung rufen.

Die Minderheit verlangt hier, dass wir bereits bis Ende des nächsten Jahres ein Ausstiegsszenario entwerfen. Bis dann ist wohl noch nicht endgültig absehbar, wie sich die Lage weiterentwickelt. Wir sind jetzt beim zweiten Abbauschritt,

bei dem die Zahl aller Sicherheitskräfte von 14 000 auf 5700 abgebaut wird. Dieses Ziel dürfte in diesen Wochen in etwa erreicht sein. Ein neues Konzept muss wohl zuerst wieder beurteilt werden. Man hat zwar vorgesehen, einen weiteren Abbau von 5700 auf 2300 vorzunehmen. Das ist zeitlich aber noch nicht festgelegt. Man will eine Lagebeurteilung zur weiteren Entwicklung vornehmen und dann entscheiden. Es ist nicht ganz auszuschliessen, dass in diesem Zeitraum im besten Fall tatsächlich ein Abbau auf null erfolgt; es ist aber eher unwahrscheinlich.

Der Bundesrat möchte die weiteren Entscheidungen eigentlich im internationalen Rahmen treffen und im Hinblick auf den Ablauf des Einsatzes dieses Kontingentes Ende 2014 eine Neubeurteilung vornehmen. Mit dem Zeitplan, den die Minderheit hier vorgeben will, ginge es tatsächlich darum, eigentlich den Ausstieg einzuleiten. Der Bundesrat möchte das jetzt nicht tun – er verlängert ja auch –, sondern möchte eine Neubeurteilung vornehmen können.

Nur schon in Anbetracht der zeitlichen Verhältnisse und der Grundstrategie, die wir 1999 gewählt haben, bitte ich Sie, diesem Minderheitsantrag nicht zuzustimmen.

Voruz Eric (S, VD), pour la commission: La proposition de la minorité Lang démontre une certaine habileté, du moment qu'elle demande quand même le retrait des troupes stationnées au Kosovo d'ici fin 2014.

La commission vous demande, par 16 voix contre 10, de rejeter cette proposition. Nous discuterons tout à l'heure la motion CPS-CN (10.098) 11.3315, «Modification de l'engagement de la Suisse au Kosovo», qui va dans le sens de la proposition de la minorité Lang, motion que nous vous demanderons d'adopter.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 10.098/5611)

Für den Antrag der Minderheit ... 76 Stimmen

Dagegen ... 83 Stimmen

Art. 3

Antrag der Kommission

Der Einsatz kann jederzeit reduziert oder beendet werden. Die Beendigung ...

Art. 3

Proposition de la commission

L'engagement peut être réduit ou interrompu en tout temps. En cas d'interruption, le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale un arrêté fédéral. Le Conseil fédéral informe ...

Angenommen – Adopté

Art. 4, 5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 10.098/5612)

Für Annahme des Entwurfes ... 94 Stimmen

Dagegen ... 65 Stimmen

11.3315

Motion SiK-NR (10.098). Umbau des Engagements der Schweiz in Kosovo

Motion CPS-CN (10.098). Modification de l'engagement de la Suisse au Kosovo

Einreichungsdatum 04.04.11

Date de dépôt 04.04.11

Nationalrat/Conseil national 06.06.11

Le président (Germanier Jean-René, président): La discussion sur la présente motion a déjà eu lieu lors du débat sur l'objet 10.098. La commission propose d'adopter la motion, le Conseil fédéral propose de la rejeter.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 11.3315/5613)

Für Annahme der Motion ... 158 Stimmen

Dagegen ... 12 Stimmen

09.082

Sportförderungsgesetz sowie Bundesgesetz über die Informationssysteme des Bundes im Bereich Sport

Loi sur l'encouragement du sport et loi fédérale sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 11.11.09 (BBl 2009 8189)

Message du Conseil fédéral 11.11.09 (FF 2009 7401)

Nationalrat/Conseil national 15.09.10 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 08.12.10 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 03.03.11 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 15.03.11 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 14.04.11 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 31.05.11 (Differenzen – Divergences)

Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 01.06.11

Nationalrat/Conseil national 06.06.11 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 08.06.11 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 17.06.11 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 17.06.11 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses 1 (BBl 2011 4893)

Texte de l'acte législatif 1 (FF 2011 4543)

Text des Erlasses 2 (BBl 2011 4907)

Texte de l'acte législatif 2 (FF 2011 4557)

1. Bundesgesetz über die Förderung von Sport und Bewegung

1. Loi fédérale sur l'encouragement du sport et de l'activité physique

Art. 12 Abs. 3, 3bis

Antrag der Einigungskonferenz

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 12 al. 3, 3bis

Proposition de la Conférence de conciliation

Adhérer à la décision du Conseil national